

accord sur les minima conventionnels
pour les salaires des entreprises du commerce
succursaliste de la chaussure

Le présent accord est applicable à toutes les entreprises qui relèvent de la convention collective du commerce succursaliste de la chaussure (IDCC 468). Il est conclu dans le respect des dispositions des articles L.2241-8 et L.2241-17 du code du travail.

Il est convenu entre les partenaires sociaux que le sujet des minima conventionnels serait remis à l'ordre du jour en cas de nouvelle augmentation du SMIC.

Article 1 – Appointement mensuel pour les employés :

A compter du mois qui suit la signature de cet accord, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les employés :

NIVEAU	ECHELON	MINIMA MENSUEL CONVENTIONNEL
1	-	1709,28
2	-	1711,80
2	2	1716,89
3	-	1720,96
3	2	1743,36
4	-	1763,72
4	2	1773,90
5	-	1805,45
5	2	1815,63

Article 2 – Appointement mensuel pour les agents de maîtrise :

A compter du mois qui suit la signature de cet accord, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les agents de maîtrise :

NIVEAU	ECHELON	MINIMA MENSUEL CONVENTIONNEL
6	-	1 960,19
7	-	2 170,92

Article 3 – Appointement annuel pour les cadres :

A compter du mois qui suit la signature de cet accord, il est institué de nouveaux minima annuels conventionnels pour les cadres :

NIVEAU	ECHELON	MINIMA ANNUEL CONVENTIONNEL
8		28 425
8	2	29 706
9		31 631
9	2	33 555
10		35 907
11		40 182
12		45 526

Article 4 : Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés :

Au regard de la situation concurrentielle au sein de la branche, indépendante de l'effectif salarié de l'entreprise, prévoir des mesures spécifiques concernant les salaires minima serait facteur de distorsion de concurrence.

Il n'y a donc pas lieu de différencier les mesures prévues par le présent accord selon que l'entreprise emploie plus ou moins de 50 salariés.

Article 5 : Publicité, extension :

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour que chaque signataire en reçoive un original. Les organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national qui ne seraient pas signataires du présent texte en recevront une copie.

En outre, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera adressé, à l'expiration du délai des 15 jours d'opposition, à la direction générale du travail (1 version papier et 1 version électronique), et auprès du conseil de prud'hommes de Paris (1 exemplaire).

Les parties signataires conviennent de demander, dès connaissance du numéro de récépissé de dépôt, l'extension du présent accord auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 21 mars 2023

Pour la FEDERATION DES ENSEIGNES DE LA CHAUSSURE :

Pour la FEDERATION CFTC DU COMMERCE, SERVICES ET FORCE DE VENTE

Pour la FEDERATION NATIONALE DE L'ENCADREMENT DU COMMERCE ET DES SERVICES CFE-CGC